

# **La démence sénile du capital**

Jean-Marie Harribey

(Mars 2002)

## **Notes de lecture**

(Jean-Paul Allétru,

Décembre 2003)

Ce livre s'adresse notamment à « mes amis d'ATTAC qui ont grandement contribué à réhabiliter la politique ».

L'humanité est engagée dans une course folle : celle de l'accumulation du capital qui n'a d'autre finalité qu'elle-même et qui broie tout sur son passage. Rien n'y résiste. L'emploi est soumis aux pressions des actionnaires pour que les dividendes soient les plus élevés possibles et que les cours boursiers ne connaissent que la hausse. Depuis les années 1980, les salaires au sein des pays développés évoluent presque toujours à un rythme inférieur à celui de la productivité du travail. Malgré un considérable accroissement de la richesse produite dans le monde, la pauvreté ne régresse pas et les inégalités explosent. Les pays du tiers-monde ont vu leur dette extérieure multipliée par 50 en l'espace de trois décennies pour atteindre aujourd'hui 2 500 milliards de dollars. La libéralisation de l'économie s'apprête à faire du monde un gigantesque marché où les producteurs utilisant des moyens rudimentaires seront mis en concurrence avec des entreprises hyperproductives, et où les activités publiques comme l'éducation et la santé que les luttes sociales avaient permis de contrôler collectivement seront concédées au secteur privé si l'AGCS (accord général sur le commerce des services) concocté par l'OMC (Organisation mondiale du commerce) est adopté.

Le capitalisme est en passe de réaliser son rêve le plus dément : transformer totalement les rapports de propriété sur la planète, de telle sorte que la moindre activité humaine présente et à venir, la moindre ressource matérielle ou intellectuelle, soient des marchandises, c'est-à-dire des occasions de profit.

Ce livre vise à proposer un décryptage théorique des dégâts sociaux et écologiques provoqués par l'accumulation capitaliste.

Les « lois économiques » ne sont pas naturelles, elles sont sociales, produit d'une histoire et des rapports de forces entre les classes sociales. Ce fut le mérite de Karl Marx de le montrer au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle.

Le capitalisme est un système fondé sur un rapport social particulier : celui qui unit contradictoirement la classe bourgeoise détentrice des moyens de production et la classe prolétaire qui n'a que sa force de travail à louer. Ce rapport social naissant à l'époque de Marx tend à devenir dominant dans le monde. Il présente la singularité de permettre aux propriétaires du capital d'utiliser la force de travail salariée et de lui faire créer une valeur supérieure à ce qu'elle lui coûte, la différence constituant une plus-value qui vient grossir le capital une fois la marchandise vendue.

La valeur après laquelle courent les capitalistes rencontre une série de difficultés qui sont autant de contradictions du système :

- la concurrence à laquelle se livrent les capitalistes entre eux les pousse à mettre au rancart des équipements avant qu'ils soient usés physiquement, et avant que leurs propriétaires en aient parfois récupéré la valeur : le capital est ainsi dévalorisé ;

- la force de travail, étant seule à produire de la valeur nouvelle, engendre une plus-value à un rythme inférieur à celui de l'accumulation ( ? note JPA). La rentabilité du capital s'émousse donc, ce qui amène les capitalistes à renforcer l'exploitation, soit par une progression des salaires inférieure à celle de la productivité du travail, soit par une intensification du travail, **soit encore par la recherche de nouveaux prolétaires dans l'immense réserve du tiers-monde.**
- sur les rapports de forces entre travail et capital se greffent d'autres rapports conflictuels entre les diverses branches du capital. Le capital financier est en mesure d'imposer aux branches du capital engagées directement dans la production une répartition à son avantage de la valeur créée. A charge pour le capital subordonné, fait d'entreprises contrôlées, de sous-traitants et de receveurs d'ordres, de se tirer d'affaire en se retournant contre ses salariés par la précarisation des conditions d'emploi ou le viol du code du travail.

*(en dépit de ces contradictions, le capital fait preuve d'une remarquable capacité d'adaptation, note JPA).*

Toutes les études confirment une baisse du taux de profit (mesuré dans le rapport profit/capital) dans tous les pays capitalistes à partir de 1965 jusqu'à la fin de la décennie 1970, une remontée dès 1980 et de nouveau une baisse dans la deuxième moitié de la décennie 1990.

Le début de la décennie 1970 marque un tournant décisif dans l'histoire du capitalisme contemporain. Alors que s'achèvent la phase de gains de productivité élevés dans les pays développés et l'ère du colonialisme primitif vis-à-vis du tiers-monde, l'érosion des taux de rentabilité du capital ouvre une crise structurelle profonde du capitalisme que celui-ci ne réussit à surmonter qu'en brisant brutalement l'équilibre social tant bien que mal maintenu au sein des pays développés de 1950 à 1970 et **en intégrant de force les pays émergents ou non dans une nouvelle division internationale du travail.** La libéralisation des marchés financiers, la suppression des barrières douanières, les privatisations, la délégitimation de l'intervention publique par la confiscation des instruments de politique budgétaire et monétaire, l'indépendance des banques centrales pour garantir une politique anti-inflationniste, l'austérité et les plans d'ajustement structurels sont autant d'éléments qui concourent à modifier les rapports de force dans le monde. La mondialisation actuelle n'est rien d'autre que le nouveau visage de l'impérialisme : une réorganisation planétaire des processus productifs de la valeur et des processus de distribution de celle-ci pour sortir de la crise structurelle, les lieux et les secteurs où est produite la valeur et ceux dans lesquels et par lesquels elle est accaparée étant de plus en plus disjoints.

La « science économique » qui domine dans le monde universitaire et dans les milieux politiques repose sur des hypothèses totalement déconnectées du réel : un monde où la concurrence parfaite règnerait, un monde où tous les acteurs seraient sur un pied d'égalité, un monde où les prix se fixeraient librement de sorte que l'équilibre entre l'offre et la demande soit réalisé automatiquement sur le marché des biens et des services, et aussi sur le marché du travail. Dans ce monde imaginaire, les conflits d'intérêt entre groupes sociaux et les oppositions entre nations sont ignorés.

Il semble que les moyens techniques existent pour nourrir convenablement tous les habitants de la planète. L'homme peut envisager de ne pas passer uniquement sa vie au travail (ou au chômage). Après deux siècles de développement profondément inégalitaire

et dévastateur, il est possible de concevoir que le partage du travail, du savoir et des richesses puisse fonder un nouveau type de progrès.

La richesse ne se réduit pas à la valeur (monétaire) : les services rendus bénévolement, l'air pur, par exemple, sont utiles (ont une valeur d'usage), c'est-à-dire concourent à la vraie richesse.

En outre, une partie de la « valeur marchande », comptée dans le PIB (produit intérieur brut), est constituée de nuisances appelées « externalités négatives » (pollution, maladie, ...) qui ne sont pas de la richesse.

**Le travail est le seul facteur susceptible de donner de la valeur monétaire**, mais il y a du travail qui aboutit à des valeurs d'usage sans valeur d'échange, et, en plus, il y a des richesses (non économiques) qui échappent au champ du travail.

Le dépassement du salariat ne peut provenir de la marchandisation croissante du monde mais au contraire de la préservation et de l'extension de la sphère non monétaire.

Au passage, JM Harribey dénonce le « pronostic erroné sur la fin du travail » de l'économiste américain Jeremy Rifkin.

*(pour ma part, j'ai surtout lu dans l'ouvrage de Jeremy Rifkin le constat incontestable des immenses gains de productivité que permettent l'automatisation et les nouvelles technologies de traitement de l'information ; et je concluais sur ce point : « la « fin du travail », au sens de « fin du salariat », n'est pas en vue, ni d'ailleurs souhaitable, aujourd'hui. Mais les puissants ont intérêt à nier la tendance de fond à la diminution de la quantité de travail nécessaire pour satisfaire aux besoins de la société ». – « Future » ou « no future » ? 2001, Les éditions du Panthéon)*

La thèse exprimée par Smith, Ricardo et Marx selon laquelle la valeur d'échange des marchandises qui trouvent acquéreurs est déterminée par la quantité de travail nécessaire à leur production est-elle encore pertinente à notre époque où le travail diminue ? Elle ne l'a jamais autant été. Tous les prix des biens industriels ou des services dont la vocation est d'être produits dans des conditions similaires à celles de l'industrie ont tendance à long terme à diminuer. Il n'y a aucune exception : produits alimentaires, habillement, appareils ménagers, électronique, ordinateurs, logiciels, moyens de transport, services de transports, etc. Pourquoi cette tendance irréversible ? Parce que la productivité du travail augmente grâce à un meilleur savoir-faire, des équipements plus performants et une organisation du travail rationalisée. **Dire que la productivité du travail augmente est synonyme de la baisse de la valeur des marchandises sur le moyen et le long terme.**

(note JPA : il serait sans doute plus exact d'écrire que la seconde est la conséquence de la première ; et ceci ne prend pas en compte l'épuisement des ressources : le caviar, la truffe, deviennent de plus en plus rares, et donc de plus en plus cher... comme bientôt le pétrole).

Si le chômage augmente, c'est que les progrès de la productivité du travail ne sont pas utilisés pour suffisamment diminuer le temps de travail de tous de telle sorte que toute la population désirant travailler trouve un emploi. Les gains de productivité sont principalement utilisés pour faire grimper les profits en comprimant les coûts salariaux. Même si l'épanouissement des individus et leur identité passent par autre chose que **le travail, celui-ci reste l'un des moyens essentiels pour s'insérer dans la société.**

Depuis vingt ans s'est progressivement imposée l'idée selon laquelle l'implication de l'Etat et des collectivités publiques dans l'économie aurait atteint un niveau trop élevé, au point de faire franchir aux « prélèvements obligatoires » un seuil insupportable.

En réalité, **les dépenses publiques d'éducation, de santé, d'infrastructure que finance la collectivité créent des richesses utiles pour le présent et pour l'avenir**, qui engendrent des effets positifs même sur l'activité privée. Si les « élites » cherchent à remettre en cause l'Etat-providence, c'est parce que celui-ci modifie la répartition des revenus dans un sens légèrement favorable aux couches sociales défavorisées : sans sécurité sociale, celles-ci auraient moins accès aux soins, et sans école publique leurs enfants ne recevraient que très peu d'instruction. Bref, c'est la lutte des classes !...

Ce qui, dans le langage de la finance moderne, est appelé « création de valeur pour l'actionnaire » ne représente que de la *valeur captée* par les entreprises à caractère financier sur le reste de l'économie. Alcatel et Philips veulent vendre leurs usines à des entreprises capitalistes chinoises ou singapouriennes dont au besoin elles rachèteront plus tard en Bourse une partie des actifs financiers. Directement si elles possèdent des actions, ou indirectement si elles imposent à leurs sous-traitants des prix avantageux pour elles, Alcatel et Philips, comme toute firme à caractère financier, capteront la valeur produite par des salariés dont elle sauront réussir à se débarrasser.

**A l'aube du XXIème siècle, le capitalisme a devant lui un espace très grand car il y a encore plusieurs milliards d'êtres humains non prolétarisés qu'il garde en attente dans les immenses campagnes asiatiques ou africaines.**

Une entreprise sans usine ne peut être qu'un objectif minoritaire. Transposé à l'échelle de la planète, il signifierait (...) une **fracture mondiale irrémédiable entre quelques privilégiés et des foules en quasi-esclavage** : une économie inhumaine.

(pour ma part, j'écrivais : « le travail va continuer à se rétrécir. Les entreprises vont continuer à amasser des profits de plus en plus colossaux, et à détenir un pouvoir de plus en plus considérable sur notre vie à tous : l'emploi, l'environnement, la consommation... Une petite partie de la population, la « noblesse » des temps modernes (de plus en plus concentrée, de plus en plus héréditaire) détiendra le pouvoir économique : ce sont les principaux actionnaires, les membres des conseils d'administration, les dirigeants des grandes entreprises et leurs plus proches collaborateurs. Une autre partie de la population, dont le nombre ira diminuant, et avec en son sein de grandes disparités de situation, tirera des revenus plus ou moins satisfaisant de son travail. Mais au fur et à mesure que partiront à la retraite les actuels salariés à temps plein, il s'agira de plus en plus d'un travail précaire, exigeant une grande mobilité fonctionnelle et géographique, et des horaires adaptés aux besoins des entreprises. Et le reste de la population, qui ne tardera pas à devenir la majorité, vivra d'aide publique, n'ayant que le droit de consommer les biens et les services mis sur le marché, dans la limite des ressources qui leur seront allouées. « Future » ou « no future » ? op. cit.).

Si toute valeur produite est le fruit du travail et de lui seul comme l'ont enseigné Smith et Ricardo, le profit est un prélèvement sur cette valeur et le capitalisme n'a pas de justification théorique, en avait conclu Marx. Dès lors, **le capital n'est que l'accumulation entre les mains de ses propriétaires de la plus-value extorquée aux travailleurs salariés**. La théorie néo-classique, qui ne fait pas de distinction entre valeur

d'usage et valeur d'échange, exclut de ce fait du champ de l'analyse économique les conditions sociales de la production, c'est-à-dire les rapports sociaux.

La « productivité du capital » n'existe que dans l'imaginaire capitaliste. C'est le travail qui devient de plus en plus productif, sous l'effet du savoir de plus en plus grand et d'outils de plus en plus performants. Et c'est bien de la réappropriation collective de cette productivité dont il s'agit lorsqu'on réclame une forte réduction du temps de travail.

Pourquoi la théorie libérale néo-classique, qui repose sur des hypothèses fausses et qui fourmille de contradictions internes, est-elle dominante ? Parce que **les idées dominantes sont toujours celles de la classe dominante.**

La notion de placement éthique est absurde. Si le placement rapporte, si peu que ce soit, le profit vient du travail de quelqu'un d'autre dans le monde. Si le placement ne rapporte pas, ce n'est plus un placement.

**Si le capitalisme est critiquable, c'est parce qu'il fait travailler des êtres humains pour une valeur inférieure à celle qu'ils créent, sans que ceux-ci aient une quelconque maîtrise du surplus.**

Le prix des actions est une anticipation sur le profit à venir, c'est-à-dire sur la plus-value future qui sera extorquée aux travailleurs. Si cette anticipation paraît tout d'un coup infondée ou démesurée, la bourse craque.

La monnaie ne sert pas seulement à échanger les marchandises, elle sert aussi de réserve de valeur. La boulimie d'avoir s'explique par l'angoisse de la mort. Posséder biens matériels et symboles qui y sont associés rassure en procurant un ersatz d'éternité.

Le projet libéral est d'enlever à la puissance publique le pouvoir d'émettre de la monnaie et de confier ce soin à une banque centrale qui n'a de compte à rendre qu'aux détenteurs de capitaux soucieux de ne pas voir leur rente érodée par l'inflation.

Les partisans du libre-échange s'appuient sur une démonstration de l'économiste anglais Ricardo en 1817 : chaque pays a intérêt à se spécialiser dans les productions où il est, relativement aux autres, plus productif, et ensuite à procéder à un échange. Cette démonstration reposait sur une hypothèse qui était assez juste à l'époque : le travail et le capital étaient immobiles. Mais aujourd'hui le capital a toute liberté pour se déplacer et il ne s'en prive pas. Il peut donc aller tirer parti de conditions salariales là où elles sont le plus avantageuses et empêcher que les bénéfices de l'échange se répartissent entre tous les participants. En particulier, les coûts de transports sont largement sous-estimés par le marché qui ne prend pas en compte les nuisances du transport ni l'épuisement des ressources énergétiques fossiles, et les coûts sociaux méconnus sont reportés sur les populations les plus faibles.

L'autarcie n'est pas non plus une solution. En définitive, **la liberté de circulation pour les marchandises et les capitaux doit être subordonnée à la liberté humaine et à la mise en place de règles de coopération**, et non pas de règles organisant la victoire des plus forts sur les plus faibles.

Chaque fois qu'on veut aider les pauvres en rendant plus facile la tâche des riches qui embauchent (impôt négatif hier, RMA d'aujourd'hui, note JPA), on perpétue les causes de la pauvreté, et l'on aggrave la situation future des pauvres puisqu'on lamine les règles du droit du travail et qu'on transforme la protection sociale en palliatif des dégâts du

capitalisme libéral. Il n'y a qu'une manière d'aider véritablement les pauvres, c'est en faisant respecter des normes de travail et de salaires décentes et en permettant à tous d'y accéder, notamment en utilisant les gains de productivité pour **réduire le temps de travail** de chacun.

Les théoriciens de l'économie solidaire (associations, secteur coopératif), qui voudraient en faire un tiers secteur, à côté du marché et de l'Etat, font fausse route. Vouloir construire un îlot de solidarité au sein d'un océan de capitalisme avide de profit, et pour cela exploiteur du travail humain, accapareur du savoir et des ressources, destructeur des cultures, dévastateur de la planète est une mystification. De nombreux besoins sociaux en logements, éducation, santé, transports publics, services de proximité pour les personnes âgées, protection de l'environnement, ne sont pas satisfaits. Ils peuvent l'être, non pas en les abandonnant aux mains du marché ou à la charité publique, mais en élargissant peu à peu le champ de la gratuité, contrôlé démocratiquement par les collectivités publiques, de l'Etat jusqu'aux plus petits niveaux associatifs. Il n'y a pas besoin de la notion d'économie solidaire conçue comme un secteur particulier de l'économie. Il faut en revanche **réaffirmer la légitimité de l'extension des services collectifs non marchands**.

Au début des années 1970, les banques occidentales disposent de dollars accumulés depuis plusieurs années, alors que la croissance des pays industrialisés s'essouffle. Elles octroient donc des prêts aux pays du tiers monde, à des taux d'intérêt réel très bas car l'inflation est forte et le prix des matières premières exportées par les pays du tiers monde est élevé.

Mais pour enrayer la chute du dollar, les Etats-Unis augmentent les taux d'intérêt, et les autres pays industrialisés font de même. Le coût du crédit augmente, alors que les prix des matières premières baissent. Le tiers-monde doit recourir à de nouveaux emprunts pour rembourser les précédents. En 1982, le Mexique annonce qu'il ne peut rembourser sa dette et payer ses intérêts. **L'endettement des pays du tiers-monde** atteint 635 milliards de dollars. Le mot d'ordre financier international devient, non pas de sauver les pays endettés, mais de sauver de la faillite les banques créancières.

Le FMI (fonds monétaire international) et la BM (banque mondiale) vont conditionner l'octroi de nouveaux crédits ou le rééchelonnement de la dette à l'adoption de **Plans d'Ajustement Structurel (PAS)** qui deviendront rapidement des **instruments d'intégration et de sujétion des pays endettés au capitalisme mondial**.

Les résultats des PAS sont désastreux. Partout les inégalités s'accroissent. Par exemple le taux de mortalité infantile a augmenté de 54 % au début de la décennie 1990. De 1990 à 1993, la Zambie a consacré 37 millions de dollars pour l'enseignement primaire et 1,3 milliard pour le service de sa dette (remboursement + intérêts).

La dette a continué à croître : en une trentaine d'années elle est passée de 50 à 2 500 milliards de dollars. Alors qu'il suffirait de 80 milliards de dollars par an pour assurer l'alimentation, l'eau, l'éducation, les soins de gynécologie et d'obstétrique dans tous les pays pauvres.

Un plan de réduction de la dette a été annoncé, mais sur les 100 milliards de dollars d'allègement annoncés à Cologne en 1999, seuls 2,5 milliards de dollars ont été effectivement accordés (texte de 2001).

La marchandisation du monde est un processus inhérent au capitalisme. Celui-ci s'est d'abord emparé des activités manufacturières et agricoles, et aujourd'hui il franchit une

nouvelle étape en projetant de transformer en marchandises les services qui touchent aux aspects les plus qualitatifs de la vie en société : la distribution de l'eau, la santé, l'éducation, les retraites.

Si le prolétariat se définit comme l'ensemble des individus vendant leur force de travail manuelle et intellectuelle contre salaire aux détenteurs de capital, alors le prolétariat ne peut que s'étendre avec l'extension du capitalisme lui-même qui est fondé sur le rapport social salarial. En pleine possession de ses forces, la bourgeoisie nie tout *discours* de classe pour mieux imposer sa *pratique* de classe dominante.

De nombreux théoriciens se fixent pour but de **réguler le capitalisme**, tenu comme incontournable. Il s'agit pour eux de tempérer la brutalité des adaptations commandées par la dynamique des restructurations permanentes des entreprises en concurrence, de développer des systèmes de protection sociale et juridique de qualité des salariés et enfin de maintenir en dehors du marché les services nécessaires à la cohésion et au progrès de la société, tels que la santé et l'éducation. **C'est bien mais ce n'est pas tout.**

La collectivité a prouvé sa capacité à financer la prise en charge de l'éducation, de la santé et des retraites par la mutualisation des fonds –en France, près de 2500 milliards de francs par an. Pourquoi ne serait-elle pas capable de mutualiser l'investissement productif dans des secteurs plus larges que ceux actuellement couverts ? Les dogmes libéraux ont-ils à ce point pénétré les esprits qu'il ne serait pas possible de repenser la **planification** pour lui donner une dimension **démocratique**, c'est-à-dire le choix collectif donnant la priorité par exemple au transport par le rail plutôt que par la route ?

Le marché capitaliste assure l'adéquation de l'offre produite aux préférences des consommateurs disposant d'un pouvoir d'achat. Mais il ne peut répondre aux besoins des populations démunies. Il ne peut non plus donner spontanément d'indications sur le caractère soutenable à long terme d'une activité économique florissante et pourtant dévastatrice pour les écosystèmes ou les équilibres sociaux et culturels.

Il convient donc, à partir d'une analyse du capitalisme comme système ne pouvant qu'exploiter l'homme et la nature, se fixer comme objectif horizon la fin du capitalisme, avec immédiatement une régulation, non pas pour assurer la pérennité du système, mais pour préparer les conditions de sa disparition.